

La réforme de l'impôt sur les entreprises – elles payeront encore une fois moins d'impôts

Présenté à la rencontre du groupe de travail d'Europe d'Attac Berlin le 8 mai 2007

1) Pourquoi est-ce que les impôts des entreprises devront être réduits ?

Les règles d'impôts de l'année 2002, suivant lesquelles les grandes compagnies de capital allemand ont reçu de grands cadeaux d'impôt sont épuisées. Que l'économie en somme n'a pas payée de taxe sur les compagnies mais a reçu 400 millions d'€ en cadeau par le ministre des finances en 2001 est maintenant histoire. Les cadeaux d'impôts entre temps sont encore montés. La table des recettes de l'imposition donne une fausse impression.

- Données en milliards d'€ -

	Taxe sur les compagnies	Taxe sur le commerce	Somme
1997	17	25	42
1998	19	26	44
1999	22	27	49
2000	24	27	51
2001	-0	25	24
2002	3	23	26
2003	8	24	32
2004	13	28	42
2005	16	32	48
2006	23	38	61

Il est donc nécessaire, se disent les capitalistes, d'amener le gouvernement à la réduction d'impôts. Les profits des entreprises ont explosés. Seulement quelques exemples : Le Deutsche Bahn (SNCF allemand) a doublé ses revenus en 2006 en comparaison avec l'année précédente à 2,5 milliards d'€ ; le Deutsche Bank avait notée en 2006 une augmentation de 70% à 5,99 milliards d'€. Ces profits sont indispensable pour acheter, par exemple, d'autres entreprises : la compagnie E.On doit trouver 42,3 milliards d'€ pour acheter la compagnie espagnole Endesa, le fabricant de voitures de sports Porsche veut mobiliser 35 milliards d'€ pour obtenir la majorité des actions dans la compagnie de VW. Des achats d'entreprises et l'augmentation des participations sont aujourd'hui les investissements des « joueurs globaux ». Comme nous sommes si ambitionnés, les messieurs (presque pas de dames) se disent, chaque € d'impôt est un cadeau en capital. Donc il faut une nouvelle réforme des impôts aux entrepreneurs !

Il faut donc se débarrasser du mythe que les réductions d'impôts créent des investissements (ou même des emplois...) Même dans l'année d'essor des investissements en Allemagne de 2006, la somme des investissements n'a guère dépassée celle des amortissements. Plus que la moitié n'était pas des renouvellements des moyens de production, mais des investissements dans des bâtiments (salles de stockage etc.).

2) En Allemagne les impôts sur les entreprises sont trop élevés – une justification élimée pour la réduction des impôts sur les compagnies et le commerce

Le taux d'impôt nominal sur les compagnies et le commerce est en fait très haut en Allemagne comparé à quelques d'autres pays :

- Données en % -

	%
Japon	40,87
USA	39,88
Allemagne	38,65
Allemagne (2008)	29,83
Italie	37,25
Malta	35
Espagne	35
France	34,43
Canada	34,12
Belgique	33,99
Grande Bretagne	30
Luxembourg	29,63
Pays-Bas	29,6
Grèce	29
Danemark	28
Suède	28
Norvège	28
Portugal	27,5
Finlande	26
Autriche	25
Slovénie	25
Tchécoslovaquie	24
Suisse	21,3
Hongrie	20,52
Lituanie	19
Pologne	19
Slovaquie	19
Lettonie	15
Irlande	12,5
Cyprès	10
Estonie	0

Source : Ministère fédéral des finances, Rapport mensuel du Ministre fédéral des Finances, le janvier 2007, p. 61

Mais pour les sociétés de capital allemandes, le paiement d'impôt réel est loin en dessous du taux d'impôt nominal qui s'élève pour l'impôt sur les compagnies (contribution de solidarité incluse 26,38% et pour l'impôt sur le commerce à 16,67%, au total donc à 38,65%).

Au sujet du taux d'impôt réellement payé l'on trouve dans le rapport mensuel déjà mentionné du ministère des finances uniquement une justification élaborée pourquoi il n'était pas possible de donner des faits précis. Le taux d'impôt réel peut pourtant être calculé des données de l'annuaire statistique de 2006 prenant pour base les

taxes réellement payées sur les compagnies et le commerce ainsi que les profits des sociétés d'actions. Ces derniers ne sont rapportés malheureusement que jusqu'à l'année 2005. Il a été pourtant possible de les estimer sur la base de la donnée « Revenus des entreprises et des revenus » :

		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Profits	mlrd. €	300	288	305	321	329	327	369	407	436
Impôts sur les compagnies et le commerce	mlrd. €	44	49	51	24	26	32	42	48	61
Taux d'impôt réel	%	14,78	17,13	16,61	7,51	8,01	9,92	11,25	11,90	13,95

La table précédente montre que le taux d'impôt réel de 38,65% est une valeur théorique des lois d'impôts. En fait, les taxes payées sont de loin en-dessous de cette valeur. Les sociétés de capital en 2006 – c'est-à-dire dans l'année avec les profits les plus hauts jusqu'ici – avaient, étant donné un taux d'impôt réel de 13,96%, un taux d'impôt plus réduits que des travailleurs à plein temps avec des salaires juste au-dessus de la barrière de l'immoralité – leur taux d'impôt commence à 15%.

3) Pourquoi est-ce que l'on pratique le dumping d'impôt ?

Avec l'élargissement de l'UE les pays nouvellement entrés ont voulu donner des incitations à leurs entreprises par des taux d'impôts plus bas. La Lituanie, la Pologne, le Lettonie et Cyprès ont offert des taux de 10 à 19%, l'Estonie leur a garanti même un impôt nul ; récemment la Lituanie semble avoir fait suite. Maintenant l'Allemagne veut élever sa voix et d'autres pays suivent.

Les taux sur les compagnies en % doivent tomber

En 2006 en	De	A
Belgique	34	33
Grèce	32	29
Pays-Bas	31,5	29,6
Tchécoslovaquie	26	24
Jusqu'en 2008		
Allemagne	25	15
Pays-Bas	29,6	25,5
Espagne	35	30
France		Prélèvements obligatoires doivent baisser de 4%, bouclier fiscal de 50% maximum

Heureusement, il ne doit pas y avoir du dumping d'impôt en UE comme le gouvernement fédéral a constaté il y a déjà des années dans la matière imprimée du 5 juillet 1999, car « la stabilisation des revenus d'impôts par l'élimination des

pratiques illégitimes¹ dans la taxation des entreprises est le but déclaré du code de conduite. Celui-ci oblige les États-membres d'abolir des mesures existantes dans le sens d'un dumping d'impôts... » Mais apparemment ce code de conduite n'est plus valable ?

Traduit par Carla Krüger, le 10 mai 2007

¹ Délocalisations, prix de transfert.